

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2017**

---

*Le Conseil Municipal, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents et adressée au moins cinq jours avant la présente séance, s'est réuni le dix-huit décembre deux mille dix-sept à dix-neuf heures, salle du Conseil Municipal à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Dominique CLÉMENT, Maire.*

ETAIENT PRESENTS : M. CLÉMENT – M. PETERLONGO – Mme SALLIER – M. MONDON – M. BLAUD – M. JOYEUX – Mme FAUGERON – M. CHAIGNEAU – Mme BODIN – M. DERVILLE – Mme MARION – Mme MINOT – M. GUILLON – M. DELAHAYE – Mme TERNY – M. GUÉRIN – Mme BOUCHET-NUER – Mme MAZIERES-GABILLY – Mme BATAILLE – Mme BIGET – M. TAUDIÈRE – M. PIQUION – Mme THIMONIER – M. SAULNIER – Mme TOBELEM.

POUVOIRS : M. LAGRANGE à Mme MARION – Mme VOYER à Mme MINOT – Mme JAOUEN à Mme BOUCHET-NUER

ABSENT : M. KOUSSAWO.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme MINOT.

\*\*\*\*\*

### **DELIBERATION N° 1**

#### **OBJET : ADOPTION DES NOUVEAUX REGLEMENTS FINANCIER ET DE FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE MULTI ACCUEIL « LES P'TITES CANAILLES.**

*Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, que la Commission des Affaires Sociales s'est réunie pour réétudier les règlements financier et de fonctionnement de la structure multi accueil « Les P'tites Canailles ». Il présente les modifications souhaitées.*

*Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,*

- **APPROUVE** les nouveaux règlements financier et de fonctionnement ci-joints de la structure multi accueil « Les P'tites Canailles » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à les signer.

**ADOpte L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 2**

**OBJET : SIGNATURE D'UN AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la nécessité de signer un avenant au Contrat Enfance Jeunesse. Cet avenant étend les actions du champ de l'enfance et de la jeunesse au territoire de la Commune de LIGUGE. Il intègre donc l'accueil de loisirs extrascolaire du Bois de Givray que les enfants de SAINT BENOIT fréquentent les mercredis et les vacances scolaires. Cet avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** les termes de cet avenant au Contrat Enfance Jeunesse,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à le signer.

**ADOpte L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 3**

**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAF – PLAN DE RENOVATION DE LA STRUCTURE MULTI ACCUEIL « LES P'TITES CANAILLES ».**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que des travaux de rénovation de la structure multi accueil sont programmés. Le patio rarement utilisé sera transformé en atelier pour les enfants ; Il permettra également le stockage des couches offrant ainsi une nouvelle prestation aux parents (la fourniture des couches). L'installation de la climatisation est également prévue. Ces travaux d'un montant total H.T. de 92.194 €uros sont subventionnables par la CAF à hauteur de 80 %.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** les termes de cette convention d'objectifs et de financement signée avec la CAF pour les travaux de rénovation de la structure multi accueil,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 4**

**OBJET : TARIFS COMMUNAUX 2018.**

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DÉCIDE DE METTRE A JOUR** les tarifs appliqués en 2017 fixés par délibération du 19 décembre 2016,
- **ET DE FIXER**, les nouveaux tarifs en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sachant que la location des salles est réservée en priorité aux habitants de SAINT-BENOIT et que ces tarifs peuvent être différents si le Conseil Municipal accepte d'autres manifestations non précisées dans la présente délibération. Les tarifs seront alors déterminés après étude de chaque demande.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 5.**

**OBJET : TARIFS DE LA HUNE, LOCATION DU HALL ET DU STUDIO DE DANSE.**

*Monsieur le Maire souhaite que soit instauré :*

- *Un tarif à la demi-journée de location du hall de LA HUNE. Un tarif de 50 € est proposé.*
- *Un tarif à la demi-journée de location du studio de danse de LA HUNE pour l'organisation de stages (le week-end et pendant les périodes de vacances scolaires). Un tarif de 100 € est proposé.*

*Et après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE**, à l'unanimité,*

- **D'INSTAURER**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, un tarif de 50 € (cinquante euros) pour la location d'une demi-journée du hall de LA HUNE.
- **D'INSTAURER**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, un tarif de 100 € (cent euros) pour la location d'une demi-journée du studio de danse de LA HUNE.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 6**

**OBJET : TARIF APPLICABLE A LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2018.**

*Institué par l'article 73 de la loi de finances rectificative 2007, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (T.P.L.E.) remplace, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, les trois taxes locales sur la publicité et frappe tous les supports publicitaires fixes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, à savoir :*

- *Les dispositifs publicitaires,*
- *Les enseignes,*
- *Les pré-enseignes.*

*Le régime juridique de la T.L.P.E. est codifié au Code Général des Collectivités Territoriales (art. L.2333-6 à L. 2333-16) et présenté dans la circulaire ministérielle du 24 septembre 2008.*

*La commune de SAINT-BENOIT a délibéré à ce sujet le 28 juin 2010 et compte tenu de la fin de la période transitoire du 31 décembre 2014, la commune a délibéré le 3 novembre 2014 pour fixer, pour 2015, le tarif applicable sur le territoire de la commune de SAINT BENOIT.*

*Le Conseil Municipal souhaite augmenter ce tarif et le faire passer de 15 euros à 16 euros.*

*Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,*

- **DÉCIDE** de fixer, conformément aux articles L. 2333-9 et L. 2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le tarif de la T.P.L.E. à 16 € (seize euros) le m<sup>2</sup> à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :
  1. *Pour les dispositifs publicitaires et les pré-enseignes dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique, le tarif de la T.P.L.E. est de 16 € le m<sup>2</sup>, Ce tarif est triplé pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique,*

2. Pour les enseignes, le tarif est aussi égal à 16 € le m<sup>2</sup>.  
Ce tarif est multiplié par deux lorsque la superficie est comprise entre 20 m<sup>2</sup> et 50 m<sup>2</sup> puis par quatre lorsque la superficie excède 50 m<sup>2</sup>.  
La superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 7**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE D'ACTIV3 POUR LES TRAVAUX ET LA RÉNOVATION DE L'ÉCOLE DE L'ERMITAGE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la mise en accessibilité et des travaux de rénovation (l'isolation par l'extérieur) de l'école de l'Ermitage, il y a lieu d'engager 1.217.323 € de travaux.

Cette dépense est prévue en 2018.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental dans le cadre de l'action ACTIV3 (2018 et 2019),
- subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR 2018)
- subvention au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL 2018).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes :

<b><u>Plan de financement :</u></b>		
<b><u>Coût des travaux :</u></b>	<b><u>1 217 323 €</u></b>	<b><u>HT</u></b>
<b><u>Subventions :</u></b>	<b><u>970 000 €</u></b>	
ETAT - DETR	150 000 €	12%
ETAT - FSIL	700 000 €	58%
DEPARTEMENT - ACTIV3	120 000 €	10%
<b><u>Autofinancement communal</u></b>	<b><u>247 323 €</u></b>	20%
<b><u>en grande partie par l'emprunt</u></b>		

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** du Conseil Départemental une subvention au titre d'ACTIV3 (2018-2019) pour les travaux de réhabilitation (accessibilité et isolation thermique) de l'école de l'Ermitage.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette opération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°8**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) POUR LES TRAVAUX ET LA RÉNOVATION DE L'ÉCOLE DE L'ERMITAGE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la mise en accessibilité et des travaux de rénovation (l'isolation par l'extérieur) de l'école de l'Ermitage, il y a lieu d'engager 1.217.323 € de travaux.

Cette dépense est prévue en 2018.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental dans le cadre de l'action ACTIV3 (2018 et 2019),
- subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR 2018)
- subvention au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL 2018).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes :

| <b><u>Plan de financement :</u></b>          |                           |                  |
|----------------------------------------------|---------------------------|------------------|
| <b><u>Coût des travaux :</u></b>             | <b><u>1 217 323 €</u></b> | <b><u>HT</u></b> |
| <b><u>Subventions :</u></b>                  | <b><u>970 000 €</u></b>   |                  |
| ETAT - DETR                                  | 150 000 €                 | 12%              |
| ETAT - FSIL                                  | 700 000 €                 | 58%              |
| DEPARTEMENT - ACTIV3                         | 120 000 €                 | 10%              |
| <b><u>Autofinancement communal</u></b>       | <b><u>247 323 €</u></b>   | <b>20%</b>       |
| <b><u>en grande partie par l'emprunt</u></b> |                           |                  |

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** de l'État une subvention au titre de la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) pour les travaux de réhabilitation (accessibilité et isolation thermique) de l'école de l'Ermitage.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette opération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°9**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FSIL (fonds de soutien à l'investissement local) POUR LES TRAVAUX ET LA RÉNOVATION DE L'ÉCOLE DE L'ERMITAGE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la mise en accessibilité et des travaux de rénovation (l'isolation par l'extérieur) de l'école de l'Ermitage, il y a lieu d'engager 1.217.323 € de travaux.

Cette dépense est prévue en 2018.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental dans le cadre de l'action ACTIV3 (2018 et 2019),
- subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR 2018)
- subvention au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL 2018).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes :

<b><u>Plan de financement :</u></b>		
<b><u>Coût des travaux :</u></b>	<b><u>1 217 323 €</u></b>	<b><u>HT</u></b>
<b><u>Subventions :</u></b>	<b><u>970 000 €</u></b>	
ETAT - DETR	150 000 €	12%
ETAT - FSIL	700 000 €	58%
DEPARTEMENT - ACTIV3	120 000 €	10%
<b><u>Autofinancement communal</u></b>	<b><u>247 323 €</u></b>	<b>20%</b>
<b><u>en grande partie par l'emprunt</u></b>		

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** de l'État une subvention au titre du FSIL (fonds de soutien à l'investissement local) pour les travaux de réhabilitation (accessibilité et isolation thermique) de l'école de l'Ermitage.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette opération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°10**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE L'ACTIV VOLET 4 POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION DU CLOCHER DE L'ÉGLISE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la restauration de l'église Saint-André, la commune souhaite engager pour 2018 et 2019 l'étude et les travaux de restauration du clocher (intérieur et extérieur).

Le montant de ces études et des travaux est d'environ 625.000 €.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental au titre de l'ACTIV volet 4 (appel à projet sur le patrimoine historique),
- subvention de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR),
- d'une aide de la Direction Régionale des Affaires Culturelles au titre de l'aide à la restauration des monuments classés (comme l'église).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes.

| <b><u>Plan de financement</u></b> |                  |     |
|-----------------------------------|------------------|-----|
| Coût des travaux :                | <u>625 444 €</u> | HT  |
| <u>Subventions :</u>              | <u>500 356 €</u> |     |
| ETAT - DETR                       | 125 089 €        | 20% |
| ETAT - DRAC                       | 250 178 €        | 40% |
| DEPARTEMENT - ACTIV4              | 125 089 €        | 20% |
| Autofinancement communal          | <u>125 088 €</u> | 20% |
| en grande partie par l'emprunt    |                  |     |

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** du Conseil Départemental une subvention au titre d'ACTIV volet 4 (travaux sur patrimoine historique).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°11**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION DU CLOCHER DE L'ÉGLISE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la restauration de l'église Saint-André, la commune souhaite engager pour 2018 et 2019 l'étude et les travaux de restauration du clocher (intérieur et extérieur).

Le montant de ces études et des travaux est d'environ 625.000 €.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental au titre de l'ACTIV volet 4 (appel à projet sur le patrimoine historique),
- subvention de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR),
- d'une aide de la Direction Régionale des Affaires Culturelles au titre de l'aide à la restauration des monuments classés (comme l'église).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes.

<b>Plan de financement</b>		
Coût des travaux :	<u>625 444 €</u>	HT
<u>Subventions :</u>	<u>500 356 €</u>	
ETAT - DETR	125 089 €	20%
ETAT - DRAC	250 178 €	40%
DEPARTEMENT - ACTIV4	125 089 €	20%
Autofinancement communal	<u>125 088 €</u>	20%
en grande partie par l'emprunt		

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** de l'État une subvention au titre de la DETR.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~



**DELIBERATION N°12**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D.R.A.C. POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION DU CLOCHER DE L'ÉGLISE.**

Monsieur le Maire fait savoir que dans le cadre de la restauration de l'église Saint-André, la commune souhaite engager pour 2018 et 2019 l'étude et les travaux de restauration du clocher (intérieur et extérieur).

Le montant de ces études et des travaux est d'environ 625.000 €.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que ce projet est susceptible de bénéficier des subventions suivantes :

- subvention du Conseil Départemental au titre de l'ACTIV volet 4 (appel à projet sur le patrimoine historique),
- subvention de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR),
- d'une aide de la Direction Régionale des Affaires Culturelles au titre de l'aide à la restauration des monuments classés (comme l'église).

En conséquence, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à approuver le projet de financement suivant et à solliciter les subventions afférentes.

| <b>Plan de financement</b>                                 |                  |     |
|------------------------------------------------------------|------------------|-----|
| Coût des travaux :                                         | <u>625 444 €</u> | HT  |
| <u>Subventions :</u>                                       | <u>500 356 €</u> |     |
| ETAT - DETR                                                | 125 089 €        | 20% |
| ETAT - DRAC                                                | 250 178 €        | 40% |
| DEPARTEMENT - ACTIV4                                       | 125 089 €        | 20% |
| Autofinancement communal<br>en grande partie par l'emprunt | <u>125 088 €</u> | 20% |

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le plan de financement.
- **SOLLICITE** de la D.R.A.C. une subvention au titre de la sauvegarde d'un patrimoine classé.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°13**

**OBJET : VIREMENT DE CRÉDITS (D.M. N° 5).**

Sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE** à l'unanimité, les virements de crédits suivants :

**Section Investissement**

- D'un montant de 34.220 euros (trente quatre mille deux cent vingt euros) du compte 204 (182) - Subventions d'équipements au compte 2313 – opération 14850 – construction cabinet médical.
- D'un montant de 10.000 euros (dix mille euros) De l'opération 17860– Travaux d'accessibilité -- compte 21311 au compte 2313 – opération 14850 – construction cabinet médical.
- D'un montant de 3.160 euros (trois mille cent soixante euros) De l'opération 16301 — Matériel scolaire - compte 2183 - A l'opération 17301 – Matériel scolaire - compte 2183.
- D'un montant de 45.000 euros (quarante-cinq mille euros) De l'opération 16303 – Matériel restauration scolaire - compte 2188 - A l'opération 17303 – Matériel restauration scolaire - compte 2188
- D'un montant de 26.800 euros (vingt-six mille huit cents euros) De l'opération 16504-2151 – travaux de voirie au compte 4581001- opération sous mandat
- D'un montant de 18.700 euros (dix-huit mille sept cents euros) De l'opération 16503 – 21534 - Travaux éclairage public au compte 4581001 – opération sous mandat
- D'un montant de 176.148 euros (cent soixante seize mille cent quarante huit euros) De l'opération 16504-2151 - Travaux de voirie au compte 4581001- opération sous mandat

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°14**

**OBJET : TRAVAUX SUR LE CABINET MÉDICAL : OPTION POUR L'ASSUJETISSEMENT A LA TVA ET LA LIVRAISON A SOI-MÊME**

*Monsieur le Maire fait savoir que les travaux de réhabilitation d'un cabinet médical ne sont pas éligibles au FCTVA.*

*L'immeuble n'est pas destiné à l'activité des services que la commune assure en tant qu'autorité publique et la location de ces locaux constitue une activité économique qui confère, à la personne morale de droit public qui l'exerce, la qualité d'assujetti.*

*La commune devra donc appliquer le principe de taxation de la livraison à soi-même.*

*La TVA qui aura grevé la livraison à soi-même pourra être déduite dans les conditions de droit commun par la commune.*

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DÉCIDE** d'opter pour la livraison à soi-même et donc l'assujettissement à la TVA pour cette opération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents prévus à cet effet.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°15**

**OBJET : PARTICIPATION DES COMMUNES DE RÉSIDENCE DES ENFANTS ACCUEILLIS DANS LES ÉCOLES.**

*Monsieur le Maire rappelle la délibération en date du 19 juin 1989 par laquelle avaient été fixées les conditions d'accueil des enfants des autres communes, dans les écoles de SAINT-BENOIT. Il donne connaissance du coût de fonctionnement par enfant. Celui-ci s'élève à 1 572 euros pour un enfant en maternelle et à 638 euros pour un enfant en élémentaire.*

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DÉCIDE DE FIXER**, pour l'année scolaire 2016-2017, la participation des communes à :
  - 1 572 euros par enfant scolarisé en maternelle,
  - 638 euros par enfant scolarisé en primaire.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°16**

**OBJET : VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA VILLE DE LIGUGÉ POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UN BAC A CHÂÎNES SUR LE CLAIN ENTRE NOS DEUX COMMUNES.**

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que l'acquisition et les travaux de mise en place d'un bac à chaînes, sur le Clain, entre les communes de SAINT-BENOIT et LIGUGÉ, a été entièrement financé par la ville de LIGUGÉ.

Aussi, il y a lieu de participer à cette acquisition et aux travaux en versant un fonds de concours à la ville de LIGUGÉ.

Le plan de financement est le suivant :

Participation de la commune de SAINT-BENOIT sur un montant HT, moins les subventions reçues. Il est retenu un fonds de concours de deux tiers pour l'aménagement des berges et de 50% pour l'acquisition du bac à chaînes.

|                                     |                                      |
|-------------------------------------|--------------------------------------|
| <i>COÛT GLOBAL TTC :</i>            | <i>32.674 €</i>                      |
| <i>Dont aménagement</i>             | <i>9.285 € TTC (28%)</i>             |
| <i>Acquisition du bac à chaînes</i> | <i>23.389 € TTC (72%)</i>            |
| <br><i>Subventions reçues :</i>     | <br><i>7.500 €</i>                   |
| <i>Département de la Vienne</i>     | <i>5.000 €</i>                       |
| <i>D.D.R.J.S.</i>                   | <i>2.500 €</i>                       |
| <br><i>Reste à financer :</i>       | <br><i>25.174 €</i>                  |
| <i>Dont aménagement</i>             | <i>7.049 € TTC soit 5.874 € HT</i>   |
| <i>Acquisition bac</i>              | <i>18.125 € TTC soit 15.104 € HT</i> |
| <br><i>Soit 5.874 € x 2/3 =</i>     | <br><i>3.916 € HT</i>                |
| <i>Et 15.104 x 50% =</i>            | <i>7.552 € HT</i>                    |

Le fonds de concours demandé par la ville de LIGUGÉ est arrêté à la somme de 11.468 € HT.

Et après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le paiement du fonds de concours et donc le versement d'un montant de 11.468 € HT à la commune de LIGUGÉ.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce remboursement de fonds de concours.

Cette somme sera prélevée sur le compte 204 14 12 – opération 17 506.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°17**

**OBJET : SUBVENTION AU COMITÉ DE JUMELAGE DE LORCH (300 Euros)**

*Sur proposition du Maire,*

*Et après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**, à l'unanimité,*

- **DE VERSER** une subvention d'un montant de 300 Euros (trois cents euros) pour les aides au déplacement de jeunes pratiquant la danse, vers la ville de LORCH (jumelée avec SAINT-BENOIT)

*Cette somme sera prélevée à l'article 6574 - Subventions - du budget de l'exercice 2017.*

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°18**

**OBJET : SUBVENTION A L'ESSB CLUB DE FOOT DE SAINT-BENOIT (600 Euros)**

*Sur proposition du Maire,*

*Et après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**, à l'unanimité,*

- **DE VERSER** une subvention d'un montant de 600 Euros (six cents euros) à l'ESSB (Club de Foot de SAINT-BENOIT) afin de l'aider aux dépenses supplémentaires indues par la montée en championnat Régional pour la saison 2017-2018.

*Cette somme sera prélevée à l'article 6574 - Subventions - du budget de l'exercice 2017.*

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°19**

**OBJET : APPLICATION DU TARIF DE RESTAURATION DES AGENTS DE SAINT-BENOIT AUX AGENTS COMMUNAUTAIRES TRAVAILLANT SUR SAINT-BENOIT.**

*Le Maire fait savoir qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la commune de SAINT-BENOIT va accueillir une antenne déconcentrée des services de la Voirie de GRAND POITIERS.*

*Cette antenne est installée dans les locaux des services techniques de la ville, rue de Magnac.*

*Le Maire propose que soit appliqué à ces agents communautaires le même tarif de restauration s'ils déjeunent dans les locaux du restaurant scolaire d'Irma Jouenne (soit 6 euros pour 2017-2018).*

*Et après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,*

- **ACCEPTE** l'application du tarif de restauration « personnel communal » aux agents communautaires travaillant sur SAINT-BENOIT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à appliquer cette décision.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°20**

**OBJET : APPROBATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION**

*VU l'article 1609 nonies C du CGI,*

*VU le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 6 avril 2017*

*VU le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) de Grand Poitiers Communauté urbaine du 6 juillet 2017*

*VU le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) de Grand Poitiers Communauté urbaine du 16 novembre 2017*

*A la suite des travaux 2017 des Commissions Locales d'Evaluation des Transferts de Charges (Urbanisme, Promotion du tourisme et Voirie – Eclairage public) et des demandes des communes quant à l'imputation en investissement d'une partie de l'attribution de compensation (pour les charges nettes d'investissement évalué par les CLETC en 2017), les attributions de compensation correspondent aux montants ci-après :*

Attributions de compensation 2017 :

| Commune                         | AC 2017 après transferts de charges 2017 |                     |                     |
|---------------------------------|------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                 | AC de fonctionnement                     | AC d'investissement | TOTAL               |
| Celle-Lévescault*               | 70 339                                   | - 14 423            | <b>55 916</b>       |
| Cloué*                          | 13 403                                   | - 5 872             | <b>7 531</b>        |
| Coulombiers                     | 192 988                                  | - 43 531            | <b>149 457</b>      |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 511                                   | - 7 883             | <b>21 628</b>       |
| Jazeneuil*                      | - 28 566                                 | - 21 841            | - <b>50 407</b>     |
| Lusignan                        | 136 454                                  | -                   | <b>136 454</b>      |
| Rouillé*                        | 31 181                                   | - 49 695            | - <b>18 514</b>     |
| Saint-Sauvant                   | - 103 915                                | - 37 848            | - <b>141 763</b>    |
| Sanxay*                         | - 51 785                                 | - 7 113             | - <b>58 898</b>     |
| Chauvigny                       | 1 348 272                                | - 199 155           | <b>1 149 117</b>    |
| Jardres*                        | 225 843                                  | -                   | <b>225 843</b>      |
| La Puye*                        | 19 359                                   | - 18 259            | <b>1 100</b>        |
| Sainte-Radégonde                | 18 866                                   | - 14 597            | <b>4 269</b>        |
| Beaumont-Saint-Cyr              | 273 293                                  | -                   | <b>273 293</b>      |
| Dissay*                         | 613 285                                  | -                   | <b>613 285</b>      |
| Jaunay-Marigny                  | 1 938 328                                | - 237 965           | <b>1 700 363</b>    |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 421 398                                  | - 103 129           | <b>318 269</b>      |
| Bignoux                         | 88 675                                   | - 13 812            | <b>74 863</b>       |
| Bonnes                          | 57 933                                   | -                   | <b>57 933</b>       |
| La Chapelle-Moulière            | 51 037                                   | - 18 038            | <b>32 999</b>       |
| Lavoux*                         | 51 663                                   | -                   | <b>51 663</b>       |
| Liniers                         | 37 325                                   | -                   | <b>37 325</b>       |
| Pouillé                         | 42 048                                   | - 21 294            | <b>20 754</b>       |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 259 362                                  | -                   | <b>259 362</b>      |
| Savigny-Lévescault*             | 106 312                                  | - 9 310             | <b>97 002</b>       |
| Sèvres-Anxaumont                | 198 515                                  | - 64 920            | <b>133 595</b>      |
| Tercé                           | 54 194                                   | - 8 965             | <b>45 229</b>       |
| Chasseneuil-du-Poitou           | 2 110 056                                | - 305 320           | <b>1 804 736</b>    |
| Béruges*                        | - 88 735                                 | - 22 946            | - <b>111 681</b>    |
| Biard                           | 233 543                                  | - 157 477           | <b>76 066</b>       |
| Buxerolles*                     | - 800 139                                | -                   | - <b>800 139</b>    |
| Croutelle                       | 3 392                                    | -                   | <b>3 392</b>        |
| Fontaine-le-Comte               | - 209 176                                | -                   | - <b>209 176</b>    |
| Ligugé                          | 379 734                                  | -                   | <b>379 734</b>      |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 104 473                                | - 146 071           | - <b>250 544</b>    |
| Migné-Auxances*                 | 49 989                                   | -                   | <b>49 989</b>       |
| Montamisé*                      | - 27 484                                 | -                   | - <b>27 484</b>     |
| Poitiers                        | - 25 045 421                             | - 4 242 960         | - <b>29 288 381</b> |
| Saint-Benoît                    | 54 858                                   | -                   | <b>54 858</b>       |
| Vouneuil-sous-Biard             | - 384 305                                | -                   | - <b>384 305</b>    |

Attributions de compensation 2018, 2019 et 2020 :

| Commune                         | AC 2018              |                     |                     | AC 2019              |                     |                     | AC 2020              |                     |                     |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
|                                 | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL               | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL               | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL               |
| Celle-Lévescault*               | 74 267               | - 16 332            | <b>57 935</b>       | 78 910               | - 18 241            | <b>60 669</b>       | 79 434               | - 15 103            | <b>64 331</b>       |
| Cloué*                          | 13 312               | - 6 303             | <b>7 009</b>        | 13 221               | - 6 733             | <b>6 488</b>        | 14 238               | - 4 016             | <b>10 222</b>       |
| Coulombiers                     | 192 988              | - 43 531            | <b>149 457</b>      | 192 988              | - 43 531            | <b>149 457</b>      | 194 122              | - 39 405            | <b>154 717</b>      |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 501               | - 7 931             | <b>21 570</b>       | 29 491               | - 7 978             | <b>21 513</b>       | 29 481               | - 8 026             | <b>21 455</b>       |
| Jazeneuil*                      | - 28 781             | - 22 858            | - <b>51 639</b>     | - 28 996             | - 23 875            | - <b>52 871</b>     | - 29 211             | - 24 892            | - <b>54 103</b>     |
| Lusignan                        | 136 454              | -                   | <b>136 454</b>      | 136 454              | -                   | <b>136 454</b>      | 140 910              | -                   | <b>140 910</b>      |
| Rouillé*                        | 30 492               | - 52 952            | - <b>22 460</b>     | 29 803               | - 56 209            | - <b>26 405</b>     | 29 115               | - 59 466            | - <b>30 351</b>     |
| Saint-Sauvant                   | - 103 915            | - 37 848            | - <b>141 763</b>    | - 103 915            | - 37 848            | - <b>141 763</b>    | - 103 152            | - 33 824            | - <b>136 976</b>    |
| Sanxay*                         | - 51 873             | - 7 531             | - <b>59 404</b>     | - 51 962             | - 7 948             | - <b>59 910</b>     | - 52 050             | - 8 366             | - <b>60 416</b>     |
| Chauvigny                       | 1 348 272            | - 199 155           | <b>1 149 117</b>    | 1 348 272            | - 199 155           | <b>1 149 117</b>    | 1 362 323            | - 186 462           | <b>1 175 861</b>    |
| Jardres*                        | 224 166              | -                   | <b>224 166</b>      | 222 490              | -                   | <b>222 490</b>      | 234 829              | -                   | <b>234 829</b>      |
| La Puye*                        | 19 261               | - 18 721            | <b>540</b>          | 19 164               | - 19 183            | <b>20</b>           | 19 066               | - 19 645            | - <b>580</b>        |
| Sainte-Radégonde                | 18 866               | - 14 597            | <b>4 269</b>        | 18 866               | - 14 597            | <b>4 269</b>        | 27 968               | - 8 014             | <b>19 954</b>       |
| Beaumont-Saint-Cyr              | 273 293              | -                   | <b>273 293</b>      | 273 293              | -                   | <b>273 293</b>      | 288 031              | -                   | <b>288 031</b>      |
| Dissay*                         | 609 090              | -                   | <b>609 090</b>      | 604 896              | -                   | <b>604 896</b>      | 600 701              | -                   | <b>600 701</b>      |
| Jaunay-Marigny                  | 1 938 328            | - 237 965           | <b>1 700 363</b>    | 1 938 328            | - 237 965           | <b>1 700 363</b>    | 1 938 328            | - 237 965           | <b>1 700 363</b>    |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 421 025              | - 104 894           | <b>316 131</b>      | 420 651              | - 106 659           | <b>313 993</b>      | 419 401              | - 108 952           | <b>310 450</b>      |
| Bignoux                         | 88 675               | - 13 812            | <b>74 863</b>       | 88 675               | - 13 812            | <b>74 863</b>       | 89 290               | - 11 403            | <b>77 887</b>       |
| Bonnes                          | 57 933               | -                   | <b>57 933</b>       | 57 933               | -                   | <b>57 933</b>       | 57 933               | -                   | <b>57 933</b>       |
| La Chapelle-Moulière            | 51 037               | - 18 038            | <b>32 999</b>       | 51 037               | - 18 038            | <b>32 999</b>       | 51 037               | - 18 038            | <b>32 999</b>       |
| Lavoux*                         | 49 449               | -                   | <b>49 449</b>       | 47 235               | -                   | <b>47 235</b>       | 47 850               | -                   | <b>47 850</b>       |
| Liniers                         | 37 325               | -                   | <b>37 325</b>       | 37 325               | -                   | <b>37 325</b>       | 38 728               | -                   | <b>38 728</b>       |
| Pouillé                         | 42 048               | - 21 294            | <b>20 754</b>       | 42 048               | - 21 294            | <b>20 754</b>       | 43 108               | - 18 214            | <b>24 894</b>       |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 254 827              | -                   | <b>254 827</b>      | 250 291              | -                   | <b>250 291</b>      | 247 149              | -                   | <b>247 149</b>      |
| Savigny-Lévescault*             | 106 202              | - 9 828             | <b>96 374</b>       | 106 093              | - 10 346            | <b>95 747</b>       | 106 490              | - 8 735             | <b>97 755</b>       |
| Sèvres-Anxaumont                | 198 515              | - 64 920            | <b>133 595</b>      | 198 515              | - 64 920            | <b>133 595</b>      | 199 207              | - 61 663            | <b>137 544</b>      |
| Tercé                           | 54 194               | - 8 965             | <b>45 229</b>       | 54 194               | - 8 965             | <b>45 229</b>       | 54 698               | - 6 718             | <b>47 980</b>       |
| Chasseneuil-du-Poitou           | 2 110 056            | - 305 320           | <b>1 804 736</b>    | 2 110 056            | - 305 320           | <b>1 804 736</b>    | 2 110 056            | - 305 320           | <b>1 804 736</b>    |
| Béruges*                        | - 89 175             | - 25 033            | - <b>114 208</b>    | - 89 617             | - 27 118            | - <b>116 735</b>    | - 90 058             | - 29 204            | - <b>119 262</b>    |
| Biard                           | 233 543              | - 157 477           | <b>76 066</b>       | 233 543              | - 157 477           | <b>76 066</b>       | 233 543              | - 157 477           | <b>76 066</b>       |
| Buxerolles*                     | - 827 488            | -                   | - <b>827 488</b>    | - 854 838            | -                   | - <b>854 838</b>    | - 882 188            | -                   | - <b>882 188</b>    |
| Croutelle                       | 3 392                | -                   | <b>3 392</b>        | 3 392                | -                   | <b>3 392</b>        | 3 392                | -                   | <b>3 392</b>        |
| Fontaine-le-Comte               | - 209 176            | -                   | - <b>209 176</b>    | - 209 176            | -                   | - <b>209 176</b>    | - 209 176            | -                   | - <b>209 176</b>    |
| Ligugé                          | 379 734              | -                   | <b>379 734</b>      | 379 734              | -                   | <b>379 734</b>      | 379 734              | -                   | <b>379 734</b>      |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 106 357            | - 154 977           | - <b>261 334</b>    | - 108 241            | - 163 882           | - <b>272 123</b>    | - 110 124            | - 172 788           | - <b>282 912</b>    |
| Migné-Auxances*                 | 38 580               | -                   | <b>38 580</b>       | 27 171               | -                   | <b>27 171</b>       | 15 762               | -                   | <b>15 762</b>       |
| Montamisé*                      | - 35 927             | -                   | - <b>35 927</b>     | - 44 371             | -                   | - <b>44 371</b>     | - 52 815             | -                   | - <b>52 815</b>     |
| Poitiers                        | - 25 045 421         | - 4 242 960         | - <b>29 288 381</b> | - 25 045 421         | - 4 242 960         | - <b>29 288 381</b> | - 25 045 421         | - 4 242 960         | - <b>29 288 381</b> |
| Saint-Benoît                    | 54 858               | -                   | <b>54 858</b>       | 54 858               | -                   | <b>54 858</b>       | 54 858               | -                   | <b>54 858</b>       |
| Vouneuil-sous-Biard             | - 384 305            | -                   | - <b>384 305</b>    | - 384 305            | -                   | - <b>384 305</b>    | - 384 305            | -                   | - <b>384 305</b>    |

A partir de 2021, seuls les montants des attributions de compensation des communes identifiées avec le caractère « \* » évolueront.

Les autres n'évolueront plus en l'absence de nouveaux transferts de charges.



Attributions de compensation 2021, 2022 et 2023 :

| Commune                         | AC 2021              |                     |                  | AC 2022              |                     |                  | AC 2023              |                     |                  |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------|---------------------|------------------|
|                                 | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL            | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL            | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL            |
| Celle-Lévescault*               | 79 030               | - 17 012            | <b>62 018</b>    | 78 626               | - 18 921            | <b>59 705</b>    | 78 222               | - 20 830            | <b>57 392</b>    |
| Cloué*                          | 14 147               | - 4 447             | <b>9 700</b>     | 14 056               | - 4 877             | <b>9 178</b>     | 13 965               | - 5 308             | <b>8 657</b>     |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 471               | - 8 074             | <b>21 397</b>    | 29 461               | - 8 121             | <b>21 339</b>    | 29 451               | - 8 169             | <b>21 282</b>    |
| Jazeneuil*                      | - 29 426             | - 25 909            | <b>- 55 335</b>  | - 29 641             | - 26 926            | <b>- 56 567</b>  | - 29 856             | - 27 943            | <b>- 57 799</b>  |
| Rouillé*                        | 28 426               | - 62 722            | <b>- 34 297</b>  | 27 737               | - 65 979            | <b>- 38 242</b>  | 27 048               | - 69 236            | <b>- 42 188</b>  |
| Sanxay*                         | - 52 138             | - 8 784             | <b>- 60 922</b>  | - 52 227             | - 9 201             | <b>- 61 428</b>  | - 52 315             | - 9 619             | <b>- 61 934</b>  |
| Jardres*                        | 233 153              | -                   | <b>233 153</b>   | 231 476              | -                   | <b>231 476</b>   | 229 800              | -                   | <b>229 800</b>   |
| La Puye*                        | 18 968               | - 20 108            | <b>- 1 139</b>   | 18 870               | - 20 570            | <b>- 1 699</b>   | 18 773               | - 21 032            | <b>- 2 259</b>   |
| Dissay*                         | 596 507              | -                   | <b>596 507</b>   | 592 312              | -                   | <b>592 312</b>   | 588 118              | -                   | <b>588 118</b>   |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 419 028              | - 110 716           | <b>308 311</b>   | 418 655              | - 112 481           | <b>306 173</b>   | 418 281              | - 114 246           | <b>304 035</b>   |
| Lavoux*                         | 45 636               | -                   | <b>45 636</b>    | 43 422               | -                   | <b>43 422</b>    | 41 208               | -                   | <b>41 208</b>    |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 242 613              | -                   | <b>242 613</b>   | 238 078              | -                   | <b>238 078</b>   | 233 542              | -                   | <b>233 542</b>   |
| Savigny-Lévescault*             | 106 381              | - 9 253             | <b>97 128</b>    | 106 271              | - 9 771             | <b>96 500</b>    | 106 162              | - 10 289            | <b>95 873</b>    |
| Béruges*                        | - 90 499             | - 31 291            | <b>- 121 790</b> | - 90 940             | - 33 377            | <b>- 124 317</b> | - 91 381             | - 35 463            | <b>- 126 844</b> |
| Buxerolles*                     | - 909 537            | -                   | <b>- 909 537</b> | - 936 887            | -                   | <b>- 936 887</b> | - 964 236            | -                   | <b>- 964 236</b> |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 112 008            | - 181 693           | <b>- 293 701</b> | - 113 892            | - 190 599           | <b>- 304 491</b> | - 115 775            | - 199 505           | <b>- 315 280</b> |
| Migné-Auxances*                 | 4 353                | -                   | <b>4 353</b>     | - 7 057              | -                   | <b>- 7 057</b>   | - 18 466             | -                   | <b>- 18 466</b>  |
| Montamisé*                      | - 61 259             | -                   | <b>- 61 259</b>  | - 69 703             | -                   | <b>- 69 703</b>  | - 78 147             | -                   | <b>- 78 147</b>  |

Attributions de compensation 2024, 2025 et 2026 :

| Commune                         | AC 2024              |                     |                  | AC 2025              |                     |                    | AC 2026              |                     |                    |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------|---------------------|--------------------|
|                                 | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL            | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              |
| Celle-Lévescault*               | 77 818               | - 22 739            | <b>55 079</b>    | 77 415               | - 24 649            | <b>52 766</b>      | 77 011               | - 26 558            | <b>50 453</b>      |
| Cloué*                          | 13 874               | - 5 739             | <b>8 135</b>     | 13 782               | - 6 169             | <b>7 613</b>       | 13 691               | - 6 600             | <b>7 091</b>       |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 441               | - 8 217             | <b>21 224</b>    | 29 430               | - 8 264             | <b>21 166</b>      | 29 420               | - 8 312             | <b>21 108</b>      |
| Jazeneuil*                      | - 30 071             | - 28 960            | <b>- 59 031</b>  | - 30 287             | - 29 977            | <b>- 60 264</b>    | - 30 502             | - 30 994            | <b>- 61 496</b>    |
| Rouillé*                        | 26 359               | - 72 493            | <b>- 46 134</b>  | 25 671               | - 75 750            | <b>- 50 079</b>    | 24 982               | - 79 007            | <b>- 54 025</b>    |
| Sanxay*                         | - 52 403             | - 10 037            | <b>- 62 440</b>  | - 52 492             | - 10 454            | <b>- 62 946</b>    | - 52 580             | - 10 872            | <b>- 63 452</b>    |
| Jardres*                        | 228 123              | -                   | <b>228 123</b>   | 226 447              | -                   | <b>226 447</b>     | 224 770              | -                   | <b>224 770</b>     |
| La Puye*                        | 18 675               | - 21 494            | <b>- 2 819</b>   | 18 577               | - 21 956            | <b>- 3 379</b>     | 18 479               | - 22 418            | <b>- 3 939</b>     |
| Dissay*                         | 583 923              | -                   | <b>583 923</b>   | 579 729              | -                   | <b>579 729</b>     | 575 534              | -                   | <b>575 534</b>     |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 417 908              | - 116 011           | <b>301 897</b>   | 417 535              | - 117 776           | <b>299 759</b>     | 417 162              | - 119 541           | <b>297 621</b>     |
| Lavoux*                         | 38 994               | -                   | <b>38 994</b>    | 36 780               | -                   | <b>36 780</b>      | 34 566               | -                   | <b>34 566</b>      |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 229 007              | -                   | <b>229 007</b>   | 224 471              | -                   | <b>224 471</b>     | 219 936              | -                   | <b>219 936</b>     |
| Savigny-Lévescault*             | 106 052              | - 10 807            | <b>95 245</b>    | 105 943              | - 11 325            | <b>94 618</b>      | 105 833              | - 11 843            | <b>93 990</b>      |
| Béruges*                        | - 91 822             | - 37 549            | <b>- 129 371</b> | - 92 264             | - 39 634            | <b>- 131 898</b>   | - 92 705             | - 41 721            | <b>- 134 426</b>   |
| Buxerolles*                     | - 991 586            | -                   | <b>- 991 586</b> | - 1 018 936          | -                   | <b>- 1 018 936</b> | - 1 046 285          | -                   | <b>- 1 046 285</b> |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 117 658            | - 208 411           | <b>- 326 069</b> | - 119 542            | - 217 316           | <b>- 336 858</b>   | - 121 426            | - 226 222           | <b>- 347 648</b>   |
| Migné-Auxances*                 | - 29 875             | -                   | <b>- 29 875</b>  | - 41 284             | -                   | <b>- 41 284</b>    | - 52 693             | -                   | <b>- 52 693</b>    |
| Montamisé*                      | - 86 590             | -                   | <b>- 86 590</b>  | - 95 034             | -                   | <b>- 95 034</b>    | - 103 478            | -                   | <b>- 103 478</b>   |

Attributions de compensation 2027, 2028 et 2029 :

| Commune                         | AC 2027              |                     |                    | AC 2028              |                     |                    | AC 2029              |                     |                    |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------|---------------------|--------------------|
|                                 | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              |
| Celle-Lévescault*               | 76 607               | - 28 467            | <b>48 140</b>      | 76 203               | - 30 376            | <b>45 827</b>      | 75 799               | - 32 285            | <b>43 514</b>      |
| Cloué*                          | 13 600               | - 7 031             | <b>6 570</b>       | 13 509               | - 7 461             | <b>6 048</b>       | 13 418               | - 7 892             | <b>5 526</b>       |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 410               | - 8 360             | <b>21 051</b>      | 29 400               | - 8 407             | <b>20 993</b>      | 29 390               | - 8 455             | <b>20 935</b>      |
| Jazeneuil*                      | - 30 717             | - 32 011            | <b>- 62 728</b>    | - 30 932             | - 33 028            | <b>- 63 960</b>    | - 31 147             | - 34 045            | <b>- 65 192</b>    |
| Rouillé*                        | 24 293               | - 82 264            | <b>- 57 971</b>    | 23 604               | - 85 521            | <b>- 61 916</b>    | 22 915               | - 88 777            | <b>- 65 862</b>    |
| Sanxay*                         | - 52 668             | - 11 290            | <b>- 63 958</b>    | - 52 757             | - 11 707            | <b>- 64 464</b>    | - 52 845             | - 12 125            | <b>- 64 970</b>    |
| Jardres*                        | 223 094              | -                   | <b>223 094</b>     | 221 417              | -                   | <b>221 417</b>     | 219 741              | -                   | <b>219 741</b>     |
| La Puye*                        | 18 382               | - 22 880            | <b>- 4 499</b>     | 18 284               | - 23 342            | <b>- 5 059</b>     | 18 186               | - 23 805            | <b>- 5 618</b>     |
| Dissay*                         | 571 340              | -                   | <b>571 340</b>     | 567 145              | -                   | <b>567 145</b>     | 562 951              | -                   | <b>562 951</b>     |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 416 788              | - 121 306           | <b>295 483</b>     | 416 415              | - 123 071           | <b>293 345</b>     | 416 042              | - 124 835           | <b>291 206</b>     |
| Lavoux*                         | 32 352               | -                   | <b>32 352</b>      | 30 138               | -                   | <b>30 138</b>      | 27 924               | -                   | <b>27 924</b>      |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 215 400              | -                   | <b>215 400</b>     | 210 865              | -                   | <b>210 865</b>     | 206 329              | -                   | <b>206 329</b>     |
| Savigny-Lévescault*             | 105 724              | - 12 361            | <b>93 363</b>      | 105 614              | - 12 879            | <b>92 735</b>      | 105 505              | - 13 397            | <b>92 108</b>      |
| Béruges*                        | - 93 146             | - 43 807            | <b>- 136 953</b>   | - 93 587             | - 45 893            | <b>- 139 480</b>   | - 94 028             | - 47 979            | <b>- 142 007</b>   |
| Buxerolles*                     | - 1 073 635          | -                   | <b>- 1 073 635</b> | - 1 100 984          | -                   | <b>- 1 100 984</b> | - 1 128 334          | -                   | <b>- 1 128 334</b> |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 123 309            | - 235 128           | <b>- 358 437</b>   | - 125 192            | - 244 034           | <b>- 369 226</b>   | - 127 076            | - 252 939           | <b>- 380 015</b>   |
| Migné-Auxances*                 | - 64 102             | -                   | <b>- 64 102</b>    | - 75 511             | -                   | <b>- 75 511</b>    | - 86 920             | -                   | <b>- 86 920</b>    |
| Montamisé*                      | - 111 922            | -                   | <b>- 111 922</b>   | - 120 366            | -                   | <b>- 120 366</b>   | - 128 810            | -                   | <b>- 128 810</b>   |

Attributions de compensation 2030, 2031 et 2032 :

| Commune                         | AC 2030              |                     |                    | AC 2031              |                     |                    | AC 2032              |                     |                    |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------------|---------------------|--------------------|
|                                 | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              | AC de fonctionnement | AC d'investissement | TOTAL              |
| Celle-Lévescault*               | 75 396               | - 34 195            | <b>41 201</b>      | 79 495               | - 36 104            | <b>43 391</b>      | 79 091               | - 38 013            | <b>41 078</b>      |
| Cloué*                          | 13 327               | - 8 323             | <b>5 004</b>       | 13 236               | - 8 753             | <b>4 483</b>       | 13 145               | - 9 184             | <b>3 961</b>       |
| Curzay-sur-Vonne*               | 29 380               | - 8 503             | <b>20 877</b>      | 29 370               | - 8 550             | <b>20 820</b>      | 29 360               | - 8 598             | <b>20 762</b>      |
| Jazeneuil*                      | - 31 362             | - 35 062            | <b>- 66 424</b>    | - 31 577             | - 36 079            | <b>- 67 656</b>    | - 31 792             | - 37 096            | <b>- 68 888</b>    |
| Rouillé*                        | 22 227               | - 92 034            | <b>- 69 808</b>    | 21 538               | - 95 291            | <b>- 73 753</b>    | 20 849               | - 98 548            | <b>- 77 699</b>    |
| Sanxay*                         | - 52 933             | - 12 543            | <b>- 65 476</b>    | - 53 022             | - 12 960            | <b>- 65 982</b>    | - 53 110             | - 13 378            | <b>- 66 488</b>    |
| Jardres*                        | 218 064              | -                   | <b>218 064</b>     | 216 388              | -                   | <b>216 388</b>     | 214 711              | -                   | <b>214 711</b>     |
| La Puye*                        | 18 088               | - 24 267            | <b>- 6 178</b>     | 17 991               | - 24 729            | <b>- 6 738</b>     | 17 893               | - 25 191            | <b>- 7 298</b>     |
| Dissay*                         | 558 756              | -                   | <b>558 756</b>     | 554 562              | -                   | <b>554 562</b>     | 550 367              | -                   | <b>550 367</b>     |
| Saint-Georges-lès-Baillargeaux* | 415 669              | - 126 600           | <b>289 068</b>     | 415 295              | - 128 365           | <b>286 930</b>     | 414 922              | - 130 130           | <b>284 792</b>     |
| Lavoux*                         | 25 710               | -                   | <b>25 710</b>      | 23 496               | -                   | <b>23 496</b>      | 21 282               | -                   | <b>21 282</b>      |
| Saint-Julien-l'Ars*             | 201 794              | -                   | <b>201 794</b>     | 197 258              | -                   | <b>197 258</b>     | 192 723              | -                   | <b>192 723</b>     |
| Savigny-Lévescault*             | 105 395              | - 13 915            | <b>91 480</b>      | 105 286              | - 14 433            | <b>90 853</b>      | 105 176              | - 14 951            | <b>90 225</b>      |
| Béruges*                        | - 94 470             | - 50 065            | <b>- 144 535</b>   | - 94 911             | - 52 151            | <b>- 147 062</b>   | - 94 911             | - 52 151            | <b>- 147 062</b>   |
| Buxerolles*                     | - 1 155 684          | -                   | <b>- 1 155 684</b> | - 1 183 033          | -                   | <b>- 1 183 033</b> | - 1 183 033          | -                   | <b>- 1 183 033</b> |
| Mignaloux-Beauvoir*             | - 128 960            | - 261 845           | <b>- 390 805</b>   | - 130 843            | - 270 751           | <b>- 401 594</b>   | - 130 843            | - 270 751           | <b>- 401 594</b>   |
| Migné-Auxances*                 | - 98 329             | -                   | <b>- 98 329</b>    | - 109 738            | -                   | <b>- 109 738</b>   | - 109 738            | -                   | <b>- 109 738</b>   |
| Montamisé*                      | - 137 253            | -                   | <b>- 137 253</b>   | - 145 697            | -                   | <b>- 145 697</b>   | - 145 697            | -                   | <b>- 145 697</b>   |

A partir de 2032, les montants des attributions de compensation des communes identifiés avec le caractère « \* » n'évolueront plus en l'absence de nouveaux transferts de charges.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,  
 ➤ **APPROUVE** les montants d'attribution de compensation mentionnés ci-dessus.  
**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°21**

**OBJET : APPROBATION DU TRANSFERT DE 4 PERSONNELS DE LA VILLE DE SAINT-BENOIT A LA COMMUNAUTE URBAINE DE GRAND POITIERS ET SUPPRESSION DES 4 POSTES CORRESPONDANTS DE LA VILLE.**

Par délibération en date du 12 février 2016, le conseil communautaire de la communauté urbaine de Grand Poitiers a entériné la modification de ses statuts relatifs au transfert du groupe de compétences « Voirie – Eclairage public ».

En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT, le transfert de la compétence à la communauté urbaine de Grand Poitiers entraîne le transfert du service chargé de la mise en œuvre de cette compétence.

Les agents territoriaux qui remplissent leurs fonctions dans ce service sont transférés à l'EPCI dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Il appartient donc, au conseil municipal, suite aux avis favorables des comités techniques de la ville et de la communauté urbaine de Grand Poitiers, de déterminer les suppressions de poste de la ville de Saint-Benoit et les transferts de personnel relevant du groupe de compétences à la communauté urbaine de Grand Poitiers à compter du 1er janvier 2018.

Considérant que, par conséquent, les agents qui remplissent leurs fonctions dans ce service sont transférés à l'EPCI, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs,

Considérant que ces agents conservent, s'ils y ont intérêt, les avantages qu'ils ont acquis individuellement en matière de rémunération et de retraite et qu'ils continuent de bénéficier du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (article 111 de la loi n° 84-53 modifié par la loi n° 2007-209 et son article 111-1),

Considérant que les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'EPCI prise après avis des comités techniques paritaires respectifs,

Considérant que cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transfert des agents concernés,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal, suite aux avis favorables des comités techniques de la ville et de la communauté urbaine de Grand Poitiers, de déterminer les suppressions de poste de la ville de Saint-Benoit et les transferts de personnel relevant de ce groupe de compétence à la communauté urbaine de Grand Poitiers à compter du 1er janvier 2018,

Considérant que Monsieur le Maire propose de transférer les personnels suivants à la communauté urbaine de Grand Poitiers :

- 1 ingénieur principal à 35/35ème
- 1 agent de maîtrise principal à 35/35ème
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe à 35/35ème
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe à 35/35ème

Sur avis favorable des comités techniques de la commune et de l'EPCI,

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

➤ **ACCEPTE** le transfert des personnels suivants à la communauté urbaine de Grand Poitiers et la suppression des postes correspondants de la Ville de Saint-Benoit à compter du 1er janvier 2018 :

- 1 ingénieur principal à 35/35ème
- 1 agent de maîtrise principal à 35/35ème
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe à 35/35ème
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe à 35/35ème

➤ **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour faire le nécessaire en la circonstance et signer toute pièce administrative et comptable,

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°22**

**OBJET : MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL R.I.F.S.E.E.P.**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,*

*Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,*

*Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,*

*Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,*

*Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,*

*Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A,*

*Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,*

*Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux,*

*Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,*

*Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.*

*Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.*

*Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.*

*Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.*

*Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.*

*Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,*

*Vu le décret n°2016-4916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2015 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel de la Fonction Publique d'Etat.*

*Vu la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017,*

*Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire en date du 14 décembre 2015,*

*Vu l'avis du Comité Technique en date du 7 décembre 2017,*

*Vu le tableau des effectifs,*

*Dans le cadre de la refonte d'ensemble des régimes indemnitaires de la fonction publique d'Etat, la plupart des régimes indemnitaires existants sont appelés à disparaître pour être remplacés par un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à concerner, à terme, l'ensemble des corps de la fonction publique de l'Etat. Au nom du principe de parité découlant de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26.01.1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les cadres d'emplois de la FPT sont concernés dès lors que le corps de l'Etat équivalent (en matière de régime indemnitaire) est rendu éligible au nouveau dispositif.*

*Afin de prendre en compte cette évolution, et notamment l'abrogation au 31.12.2015 du dispositif réglementaire de la prime de fonctions et de résultats (PFR), ainsi que l'interdiction de cumuler le RIFSEEP avec toute prime liées aux fonctions et à la manière de servir, il est proposé au conseil municipal de modifier le régime indemnitaire existant et de mettre en place le RIFSEEP.*

*Il est toutefois précisé que l'ensemble des textes réglementaires ne sont pas encore parus. La présente délibération pourra donc devoir être modifiée prochainement pour prendre en compte la parution à venir d'arrêtés complémentaires.*

*Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité, **DECIDE D'INSTAURER** dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) selon les critères ci-dessous :*

- Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments, le second étant optionnel :*
- *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE),*
  - *le complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, en lien avec l'entretien professionnel.*

**I.- Mise en place de l'IFSE**

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents **groupes de fonctions** au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- de la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

**A.- Les bénéficiaires**

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, engagés pour une durée minimale de 3 mois ou depuis au moins 3 mois, sur un temps de travail égal ou supérieur à un mi-temps.

**B.- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxi :**

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci- dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximums spécifiques.

- **Catégorie A**

| <b>ATTACHES TERRITORIAUX ET<br/>SECRETAIRES DE MAIRIE</b> |                                 | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                                   |
|-----------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE<br/>FONCTIONS</b>                           | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>      | <b>MONTANT<br/>MAXI</b> | <b>PLAFONDS<br/>INDICATIFS<br/>REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A1                                                 | Direction Générale des Services | 36 210 €                | 36 210 €                                          |
| Groupe A2                                                 | Direction Générale Adjointe     | 32 130 €                | 32 130 €                                          |
| Groupe A3                                                 | Direction d'un service          | 25 500 €                | 25 500 €                                          |

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions
- Sujétions
- Expertise et Technicité

- *Catégorie B*

| <b>REDACTEURS TERRITORIAUX</b> |                                      | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                       |
|--------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| <b>GROUPES FONCTIONS</b>       | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>           | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTA</b> |
| <i>Groupe A3</i>               | <i>Responsable d'un service</i>      | <i>17 480 €</i>         | <i>17 480 €</i>                       |
| <i>Groupe B1</i>               | <i>Poste d'encadrement</i>           | <i>16 015 €</i>         | <i>16 015 €</i>                       |
| <i>Groupe B2</i>               | <i>Poste à responsabilité élevée</i> | <i>14 650 €</i>         | <i>14 650 €</i>                       |

*L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :*

- *Fonctions*
- *Sujétions*
- *Expertise et Technicité*

- *Catégorie C*

| <b>ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX</b> |                                                                                           | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>                 | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                                | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| <i>Groupe A3 - B1 - B2 - B3</i>             | <i>Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome</i> | <i>11 340 €</i>         | <i>11 340 €</i>                           |
| <i>Groupe C1 - C2 - C3 - C4</i>             | <i>Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée</i>                   | <i>10 800 €</i>         | <i>10 800 €</i>                           |

| <b>ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX</b> |                                                                                           | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>             | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                                | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| <i>Groupe A3 B1 B2 B3</i>               | <i>Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome</i> | <i>11 340 €</i>         | <i>11 340 €</i>                           |
| <i>Groupe C1 - C2 - C3 - C4</i>         | <i>Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée</i>                   | <i>10 800 €</i>         | <i>10 800 €</i>                           |

| <b>AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX</b> |                                                                                    | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>        | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                         | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A3 B1 B2 B3                 | Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome | 11 340 €                | 11 340 €                                  |
| Groupe C1 - C2 - C3 - C4           | Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée                   | 10 800 €                | 10 800 €                                  |

| <b>AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES</b> |                                                                                    | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>                                   | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                         | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A3 B1 B2 B3                                            | Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome | 11 340 €                | 11 340 €                                  |
| Groupe C1 - C2 - C3 - C4                                      | Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée                   | 10 800 €                | 10 800 €                                  |

| <b>ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION</b> |                                                                                    | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>              | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                         | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A3 B1 B2 B3                       | Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome | 11 340 €                | 11 340 €                                  |
| Groupe C1 - C2 - C3 - C4                 | Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée                   | 10 800 €                | 10 800 €                                  |

| <b>AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX</b> |                                                                                    | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>            | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                         | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A3 B1 B2 B3                     | Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome | 11 340 €                | 11 340 €                                  |
| Groupe C1 - C2 - C3 - C4               | Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée                   | 10 800 €                | 10 800 €                                  |



| <b>ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE</b> |                                                                                    | <b>MONTANTS ANNUELS</b> |                                           |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|
| <b>GROUPES DE FONCTIONS</b>                | <b>EMPLOIS - FONCTIONS</b>                                                         | <b>MONTANT MAXI</b>     | <b>PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES</b> |
| Groupe A3 B1 B2 B3                         | Responsable d'un service, poste d'encadrement, à responsabilité élevée ou autonome | 11 340 €                | 11 340 €                                  |
| Groupe C1 - C2 C3 - C4                     | Poste d'exécution, qualifié, à technicité particulière ou élevée                   | 10 800 €                | 10 800 €                                  |

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères suivants :

- Fonctions
- Sujétions
- Expertise et Technicité.

### **C.- Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.**

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent
- pour les emplois fonctionnels, à l'issue de la première période de détachement

### **D.- Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.**

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie ou en cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service, maladie professionnelle, maladie d'origine professionnelle ou contractée ou aggravée en service, l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels, les autorisations d'absence régulièrement accordées et donnant lieu à maintien du traitement, et pendant les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement

### **E.- Périodicité de versement de l'I.F.S.E.**

Le versement de l'IFSE est mensuel.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

### **F.- Clause de revalorisation l'I.F.S.E.**

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

### **II.- Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)**

Le complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

Il a été décidé de ne pas le mettre en place.

### **III.- Les règles de cumul**

*Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :*

- *la prime de fonction et de résultats (PFR),*
- *l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),*
- *l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),*
- *la prime de service et de rendement (P.S.R.),*
- *l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),*
- *la prime de fonction informatique.*

*L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :*

- *l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),*
- *les dispositifs d'intéressement collectif,*
- *les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la garantie individuelle de pouvoir d'achat,*
- *les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, ...),*
- *la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,*
- *la prime annuelle de vacances,*
- *la nouvelle bonification indiciaire.*

*L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.*

*En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale peut maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RISFEPE.*

#### **Date d'effet**

*Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.  
La délibération instaurant le régime indemnitaire antérieurement est modifiée en conséquence.*

*Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.*

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

#### **DELIBERATION N°23**

#### **OBJET : BAIL DÉROGATOIRE – LOCAL 6 RUE PAUL GAUVIN – SCP NOTAIRES ASSOCIÉS.**

*Considérant qu'il convient de satisfaire au maintien sur le bourg de SAINT-BENOIT, d'une activité économique et voire de la développer,  
Considérant que le local situé 6 rue Paul Gauvin est temporairement disponible et peut permettre de dynamiser le centre bourg,*

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **ADOpte** le projet de bail dérogatoire ci-annexé à conclure avec la SCP Maîtres Thomas DUBURCQ-HAIE, Véronique SAPIN-GUILBARD et Juliette OLIVEAU, notaires associés à une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial, pour le local situé 6 rue Paul Gauvin à SAINT-BENOIT, pour une durée de 5 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le dit bail dérogatoire et tout document afférent à cette affaire.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°24**

**OBJET : CONTRAT DE MAINTENANCE DU LOGICIEL DE GESTION DE LA BIBLIOTHEQUE (2018 à 2020)**

Monsieur le Maire donne lecture du contrat de maintenance du logiciel de la bibliothèque avec la société DECALOG.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DONNE SON ACCORD** sur les termes du contrat de maintenance du logiciel de la bibliothèque pour 2018 à 2020,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ce contrat de maintenance du logiciel avec la Société DECALOG domiciliée GUILHERAND-GRANGES - 07500 -.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°25**

**OBJET : CONTRAT DE SUIVI D'UN PROGICIEL FACTURATION AVEC LA SOCIÉTÉ BERGER LEVRAULT (E.ENFANCE)**

Monsieur le Maire donne lecture du contrat de suivi d'un progiciel nécessaire à la facturation périscolaire et crèche de la commune. avec la société BERGER LEVRAULT.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DONNE SON ACCORD**, sur les termes du contrat de suivi du progiciel facturation pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ce contrat de suivi de progiciel avec la société BERGER LEVRAULT, domiciliée 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N°26**

**OBJET : CONTRAT DE SUIVI DES PROGICIELS AVEC LA SOCIÉTÉ BERGER LEVRAULT  
(E.MAGNUS PAIE, E.MAGNUS FINANCES, ORACLE)**

*Monsieur le Maire donne lecture du contrat de suivi des progiciels nécessaires à la gestion de la paie et des finances de la commune, avec la société BERGER LEVRAULT.*

*Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,*

- **DONNE SON ACCORD**, sur les termes du contrat de suivi des progiciels paie et finances pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ce contrat de suivi des progiciels avec la société BERGER LEVRAULT, domiciliée 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE.

*La séance a été levée à 21 H.*

*La secrétaire,  
Michèle MINOT*

| <b>DELIBERATIONS</b> | <b>OBJET</b>                                                                                                                                                                      |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1                    | ADOPTION DES NOUVEAUX REGLEMENTS FINANCIER ET DE FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE MULTI ACCUEIL « LES P'TITES CANAILLES                                                             |
| 2                    | SIGNATURE D'UN AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE AVEC LA CAF ET LA MAIRIE DE LIGUGE                                                                                             |
| 3                    | SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA CAF POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA STRUCTURE MULTI ACCUEIL                                                                |
| 4                    | VOTE DES TARIFS 2018                                                                                                                                                              |
| 5                    | VOTE DES TARIFS DE LOCATION DE LA HUNE                                                                                                                                            |
| 6                    | VOTE DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE                                                                                                                     |
| 7                    | DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT (ACTIV 3) POUR LA RENOVATION DE L'ECOLE DE L'ERMITAGE                                                                                        |
| 8                    | DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETA (DETR) POUR LA RENOVATION DE L'ECOLE DE L'ERMITAGE                                                                                                  |
| 9                    | DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT (FSIL) POUR LA RENOVATION DE L'ECOLE DE L'ERMITAGE                                                                                                 |
| 10                   | DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT (ACTIV 4) POUR LA RENOVATION DU CLOCHER DE L'EGLISE                                                                                          |
| 11                   | DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT (DETR) POUR LA RENOVATION DU CLOCHER DE L'EGLISE                                                                                                   |
| 12                   | DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT (DRAC) POUR LA RENOVATION DU CLOCHER DE L'EGLISE                                                                                                   |
| 13                   | VIREMENTS DE CREDITS – D.M. N° 5 -                                                                                                                                                |
| 14                   | LIVRAISON A SOI MEME DU CABINET MEDICAL RENOVE PAR LACOMMUNE POUR PERMETTRE LA GESTION DE LA TVA                                                                                  |
| 15                   | PARTICIPATION FINANCIERE DES COMMUNES (HORS CONVENTIONS) DONT LES ENFANTS SONT SCOLARISES A SAINT BENOIT                                                                          |
| 16                   | VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LIGUGE POUR LA REALISATION DE LA FARAVELLE                                                                                                     |
| 17                   | SUBVENTION AU COMITE DE JUMELAGE DE LORCH                                                                                                                                         |
| 18                   | SUBVENTION AU CLUB DE FOOTBALL ESSB                                                                                                                                               |
| 19                   | APPLICATION DES TARIFS EMPLOYES DE SAINT BENOIT AUX AGENTS DE GRAND POITIERS POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE                                                                      |
| 20                   | APPROBATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES DE GRAND POITIERS POUR LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2018                                                                  |
| 21                   | APPROBATION DU TRANSFERT DE PERSONNEL DU SERVICE DE LA VOIRIE VERS GRAND POITIERS                                                                                                 |
| 22                   | MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL APPLICABLE AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2018 (RIFSEEP) |
| 23                   | SIGNATURE DU BAIL PRECAIRE POUR L'ACCUEIL TEMPORAIRE D'UN CABINET DE NOTAIRES AU 6 RUE PAUL GAUVIN                                                                                |
| 24                   | RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE MAINTENANCE POUR LE LOGICIEL DE LA BIBLIOTHEQUE AVEC DECALOG A COMPTER DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2018                                               |
| 25                   | RENOUVELLEMENT DU CONTRAT E-ENFANCE, LOGICIEL DE FACTURATION PERISCOLAIRE AVEC LA SOCIETE BERGER-LEVRAULT                                                                         |
| 26                   | RENOUVELLEMENT POUR TROIS ANS DES CONTRATS DE SUIVI DES PROGICIELS E.MAGNUS AVEC LA SOCIETE BERGER LEVRAULT                                                                       |

*SIGNATURE DES MEMBRES PRESENTS*

| <b><i>NOM</i></b>            | <b><i>SIGNATURE</i></b> |
|------------------------------|-------------------------|
| <i>CLEMENT DOMINIQUE</i>     |                         |
| <i>PETERLONGO BERNARD</i>    |                         |
| <i>MARION-HEULIN MONIQUE</i> |                         |
| <i>MONDON JEAN-LUC</i>       |                         |
| <i>SALLIER SYLVIE</i>        |                         |
| <i>JOYEUX ALAIN</i>          |                         |
| <i>FAUGERON AGNES</i>        |                         |
| <i>BLAUD JOEL</i>            |                         |
| <i>DERVILLE ALAIN</i>        |                         |
| <i>BODIN MARIE-CLAUDE</i>    |                         |
| <i>GUERIN JEAN MARIE</i>     |                         |
| <i>BIGET LOUISETTE</i>       |                         |
| <i>CHAIGNEAU BERNARD</i>     |                         |
| <i>TERNY JACQUELINE</i>      |                         |
| <i>BATAILLE MARTINE</i>      |                         |
| <i>GUILLON EMMANUEL</i>      |                         |
| <i>TAUDIERE PHILIPPE</i>     |                         |

|                                |  |
|--------------------------------|--|
| <i>MINOT MICHELE</i>           |  |
| <i>DELAHAYE PHILIPPE</i>       |  |
| <i>BOUCHET-NUER ISABELLE</i>   |  |
| <i>MAZIERES-GABILLY SYLVIE</i> |  |
| <i>THIMONIER ANDREA</i>        |  |
| <i>PIQUION HERVE</i>           |  |
| <i>SAULNIER JEAN BERNARD</i>   |  |
| <i>TOBELEM JOELLE</i>          |  |